# La face sombre de l'affaire des médecins cubains de Guingamp : instrumentalisés par un militant d'ultra-gauche lié au terrorisme, la dictature cubaine leur confisque 75 à 80 % de leur salaire

21/02/2024 à 19h42




Pour le financer, Cuba exporte ses médecins, et confisque 75 à 80 % de leur salaire. Une organisation qui a rapporté 6,398 milliards de dollars en 2018. Dans un rapport de 2020, l'ONU évoque « une forme de travail forcé qui s'apparente à de l'esclavage moderne ». Deux ONG, les Défenseurs des prisonniers cubains et l'Union patriotique de Cuba (Unpacu), ont porté plainte devant la Cour pénale internationale. Elles sont rejointes par plusieurs centaines de médecins dissidents.

(…)

Ce conseiller Municipal, c'est Gaël Roblin, figure de l'extrême gauche indépendantiste locale, élevé en banlieue

parisienne. Son père, ouvrier cégétiste originaire de la région de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), cultive une « nostalgie exacerbée du pays ». Le week-end, la 2 CV frappée du sigle BZH leur permet, comme il dit, de « rentrer au bled ». Ils s'y installent en 1990, et Gaël entre à Emgann, un mouvement nationaliste breton d'extrême gauche.

À cette époque, les attentats indépendantistes s'enchaînent. Jusqu'à cette sinistre affaire du McDonald de Quévert, près de Dinan, qui provoque la mort d'une jeune employée et stupéfie la Bretagne. Le 19 avril 2000 à 10 heures du matin, Laurence Turbec, cheffe d'équipe de 27 ans, pousse la porte de service, entraînant l'explosion de la bombe qui lui coûte la vie. Les clients et les autres employés, dont sa sœur fait partie, sont indemnes.

Plusieurs militants de l'Emgann, considéré par les enquêteurs comme la vitrine légale de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB), sont mis en examen. Gaël Roblin en fait partie. Il est acquitté, mais écope d'une condamnation à trois ans de prison pour « association de malfaiteurs ». Sa détention provisoire, qui l'empêche de se rendre aux obsèques de son père, fait de lui un martyr de la cause.

En 2013, il ouvre un bar indépendantiste. Trois ans plus tard, il invite Jean-Marc Rouillan, ancien terroriste du groupe Action directe, pour une journée débat sur la loi travail. À la liquidation du bar, il est embauché comme médiateur culturel à Guingamp, puis comme chargé de mission à Morlaix, pour lancer le projet de Ti Ar Vro, une Maison de la langue et de la culture bretonnes.

(…)

D'une manière générale, « faire venir des médecins de pays pauvres, c'est déjà un moyen de résoudre nos problèmes qui exporte notre pénurie chez eux. On peut se demander si ce n'est pas une forme de néocolonialisme », s'interrogent les

docteurs Arnaud Chiche et Jérôme Barrière. « Ce sont souvent des praticiens dans une grande précarité financière et administrative, qu'on soumet à des tests de compétence drastiques. » L'affaire des médecins cubains, qu'on veut intégrer par décret, leur pose beaucoup de questions : « Quel sera leur statut ? Comment, et par qui, seront-ils évalués ? »

Vincent Le Meaux, président de Guingamp Paimpol agglomération, voit surtout qu'ils répondent à « un besoin en santé sur nos territoires » et estime que « si Cuba peut nous aider, ce sera très bien ». Peut-être devrait-il se pencher sur leur condition d'« esclaves ». Car à la lumière de cette réalité, on se demande comment les instances locales peuvent envisager de se rendre complices d'un tel dérapage.

www.lepoint.fr